

Normandie Stat's

Bulletin trimestriel de l'emploi, du marché du travail et des politiques d'emploi de la Directe de Normandie

N° 19 - mai 2019

Le marché du travail au 1er trimestre 2019

Au premier trimestre 2019, en Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne sur le trimestre à 162 750. Ce nombre baisse de 1,6 % sur le trimestre (soit - 2 600 personnes) et de 3,2 % sur un an. En France métropolitaine, ce nombre baisse de 0,7 % ce trimestre (- 1,5 % sur un an).

En Normandie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 285 120 au premier trimestre 2019. Ce nombre baisse de 0,5 % sur le trimestre (soit - 1 340 personnes) et de 1,9 % sur un an.

En France métropolitaine, ce nombre est stable ce trimestre (- 0,4 % sur un an).

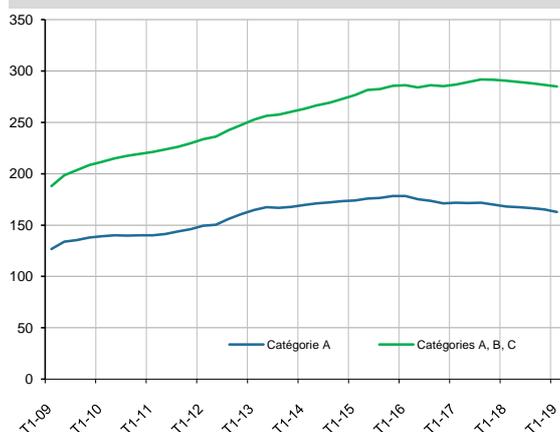
	DE catégorie A (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)		DE catégories A, B, C (moyenne trimestrielle CVS-CJO*)	
	1er trim. 2019	Évolution sur un trimestre (%)	1er trim. 2019	Évolution sur un trimestre (%)
Calvados	32 680	- 1,7	58 100	- 0,6
Eure	29 870	- 1,5	52 380	- 0,3
Manche	18 080	- 2,1	34 250	- 0,6
Orne	12 150	- 1,9	21 360	- 1,1
Seine-Maritime	69 970	- 1,3	119 030	- 0,3
Normandie	162 750	- 1,6	285 120	- 0,5
France métro.	3 391,9	- 0,7	5 603,4	0,0

(en milliers, données CVS-CJO)

Source : Pôle emploi - Dares, STMT
*CVS-CJO : Corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
DE : Demandeurs d'emploi

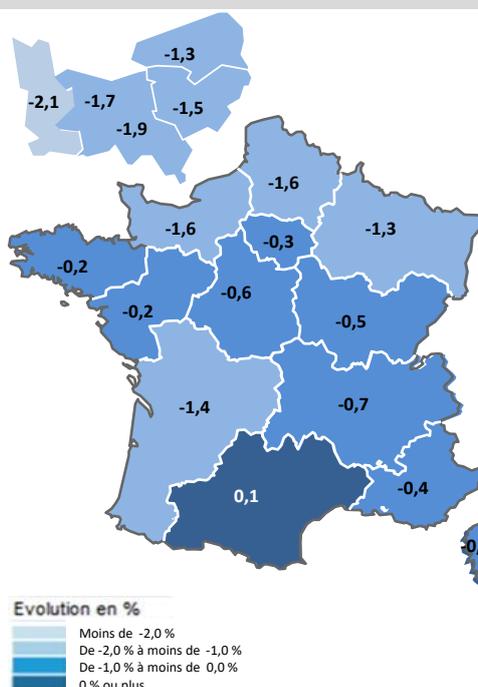
- 1,6 % de demandeurs d'emploi de catégorie A sur un trimestre

Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C en Normandie



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, Données CVS-CJO (en milliers)

Évolution sur un trimestre du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par région



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, Données CVS-CJO

Marché du travail

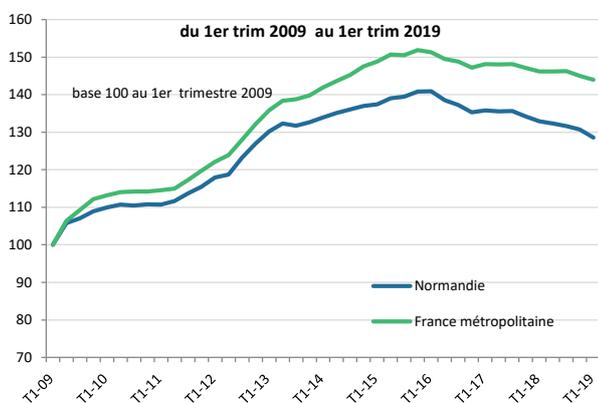
Demands d'emploi catégorie A au 1er trimestre 2019

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	32 680	29 870	18 080	12 150	69 970	162 750	3 391 900
évolution sur un trimestre	-1,7%	-1,5%	-2,1%	-1,9%	-1,3%	-1,6%	-0,7%
évolution sur un an	-3,0%	-3,2%	-4,7%	-2,7%	-3,1%	-3,2%	-1,5%
Femmes	15 770	15 100	8 900	5 770	34 380	79 910	1 674 400
évolution sur un trimestre	-1,1%	-1,1%	-2,3%	-1,2%	-0,7%	-1,1%	-0,4%
évolution sur un an	-2,0%	-2,0%	-4,6%	-3,0%	-1,7%	-2,3%	-1,0%
Moins de 25 ans	5 210	4 730	3 010	1 920	11 800	26 670	458 400
évolution sur un trimestre	-1,5%	+1,1%	-2,3%	-2,0%	-0,4%	-0,7%	+0,0%
évolution sur un an	-1,3%	-3,5%	-4,7%	-2,5%	-2,6%	-2,8%	-1,0%
Plus de 50 ans	8 330	8 240	5 220	3 350	17 760	42 900	916 400
évolution sur un trimestre	-1,4%	-1,9%	-0,8%	-2,0%	-1,1%	-1,4%	-0,4%
évolution sur un an	-1,5%	-2,0%	-2,1%	-3,5%	-1,8%	-1,9%	-0,1%

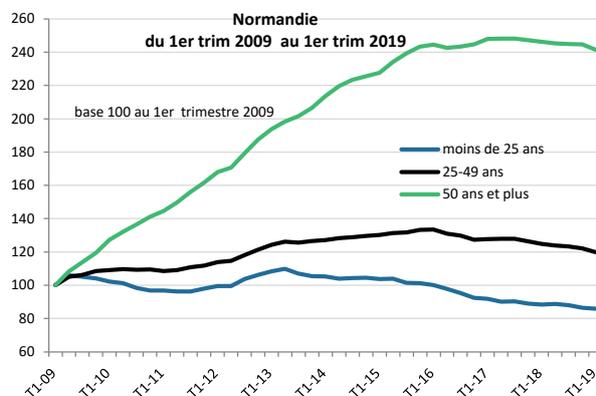
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A)



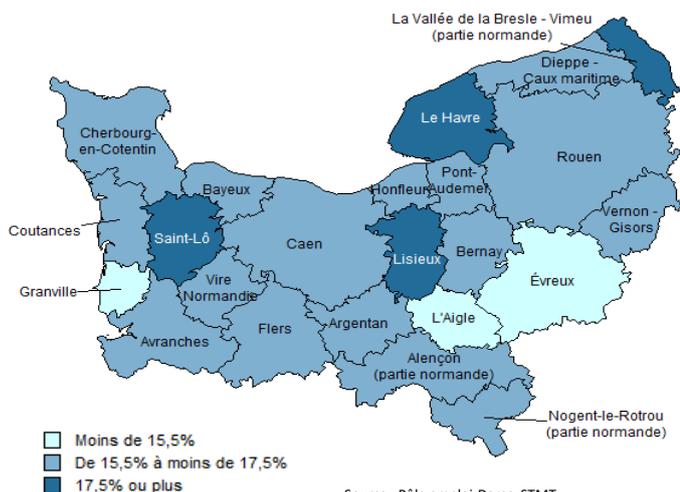
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par tranche d'âge



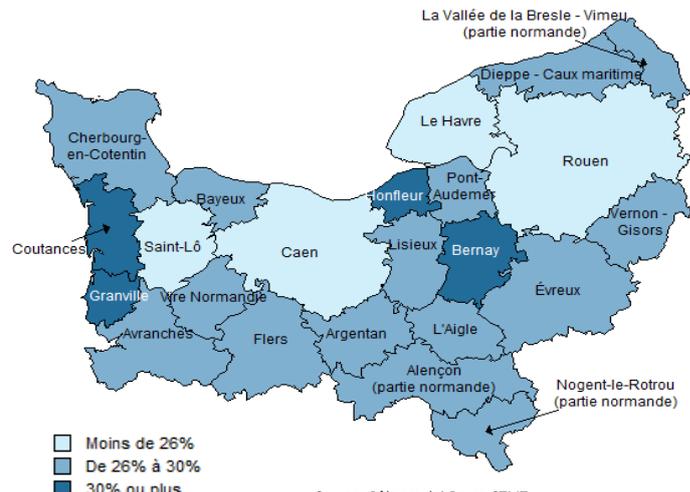
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des moins de 25 ans dans la DE catégorie A au 1er trimestre 2019 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Part des 50 ans et plus dans la DE catégorie A au 1er trimestre 2019 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

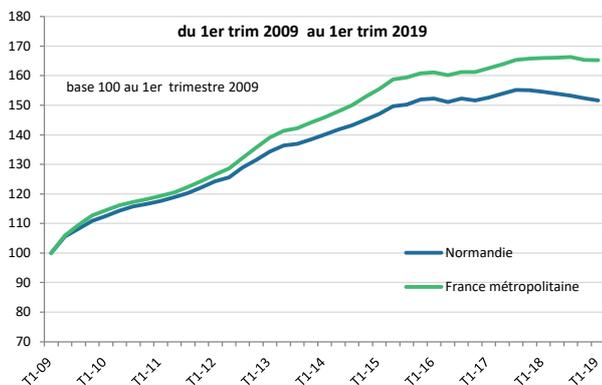
Marché du travail

Demands d'emploi catégories A, B, C au 1er trimestre 2019

Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Ensemble	58 100	52 380	34 250	21 360	119 030	285 120	5 603 400
évolution sur un trimestre	-0,6%	-0,3%	-0,6%	-1,1%	-0,3%	-0,5%	0,0%
évolution sur un an	-1,9%	-2,3%	-2,5%	-1,4%	-1,6%	-1,9%	-0,4%
Femmes	30 400	28 490	18 920	11 130	61 610	150 560	2 915 800
évolution sur un trimestre	-0,4%	+0,2%	-0,7%	-0,5%	-0,2%	-0,3%	+0,1%
évolution sur un an	-1,2%	-0,7%	-1,5%	-0,8%	-0,8%	-0,9%	+0,3%
Moins de 25 ans	8 890	8 120	5 600	3 390	19 510	45 500	730 600
évolution sur un trimestre	-0,4%	+1,5%	+0,2%	-1,2%	+1,0%	+0,5%	+0,3%
évolution sur un an	-1,4%	-3,4%	-2,4%	-3,4%	-2,1%	-2,4%	-1,3%
Plus de 50 ans	14 110	13 370	9 120	5 540	28 120	70 270	1 438 200
évolution sur un trimestre	+0,3%	-0,5%	-0,2%	-1,2%	-0,2%	-0,3%	+0,5%
évolution sur un an	+0,8%	+0,1%	-0,2%	-0,5%	+0,9%	+0,4%	+2,2%
Inscrits depuis un an et plus	27 440	26 600	15 870	10 100	60 280	140 290	2 656 900
évolution sur un trimestre	+0,1%	+0,2%	-0,7%	+0,7%	+0,6%	+0,3%	+0,3%
évolution sur un an	+1,2%	+0,8%	-1,6%	+2,9%	+2,2%	+1,4%	+3,3%

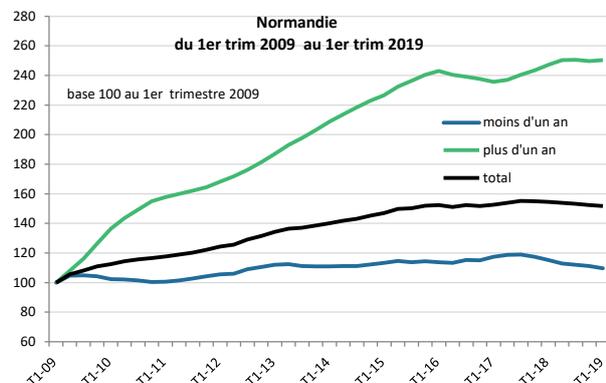
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C)



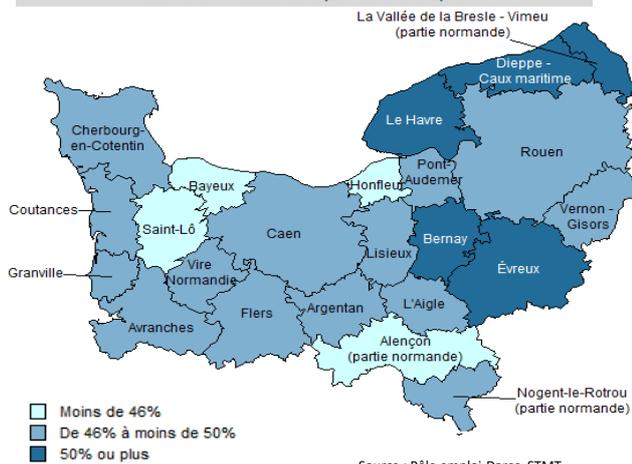
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi par ancienneté



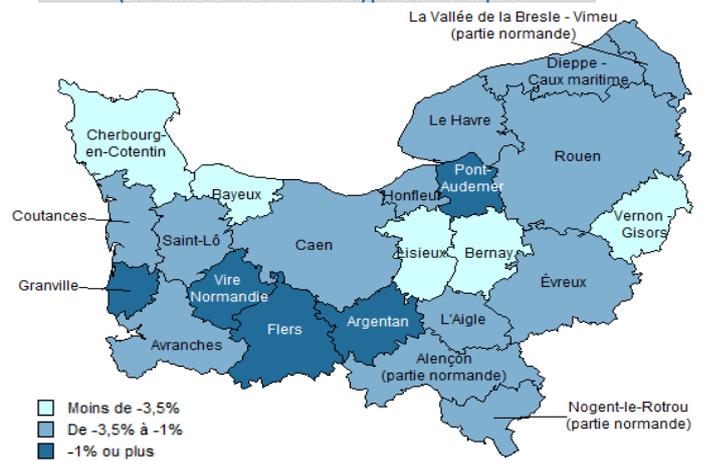
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
Données Corrigées des Variations Saisonnières et des Jours Ouvrables (CVS-CJO)

Part des chômeurs longue durée dans la DE catégories A,B,C au 1er trimestre 2019 par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Evolution annuelle de la DE catégories A,B,C (1er trim 2018 à 1er trim 2019) par zone d'emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données brutes

Marché du travail

Entrées et sorties de catégories A, B, C

Définition

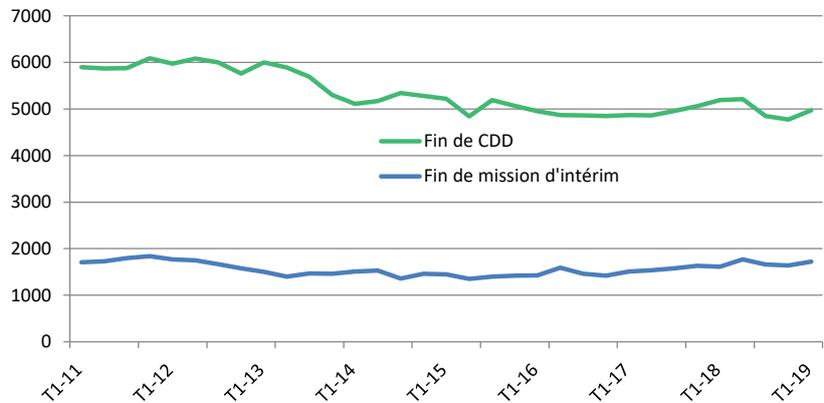
Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis* sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins dans le mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

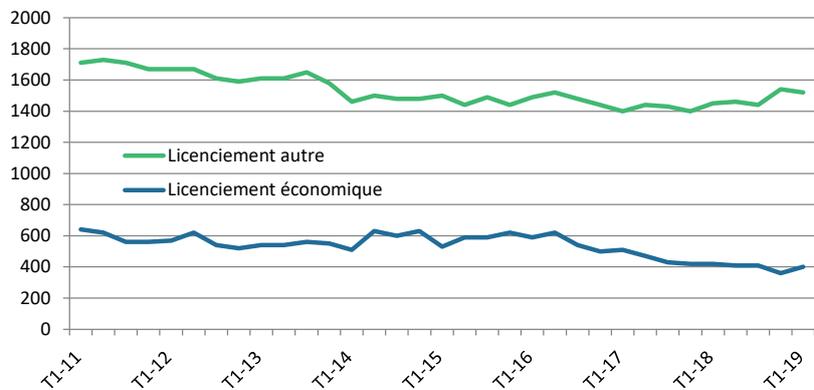
*Cnis : Conseil national de l'information statistique

Entrées à Pôle emploi



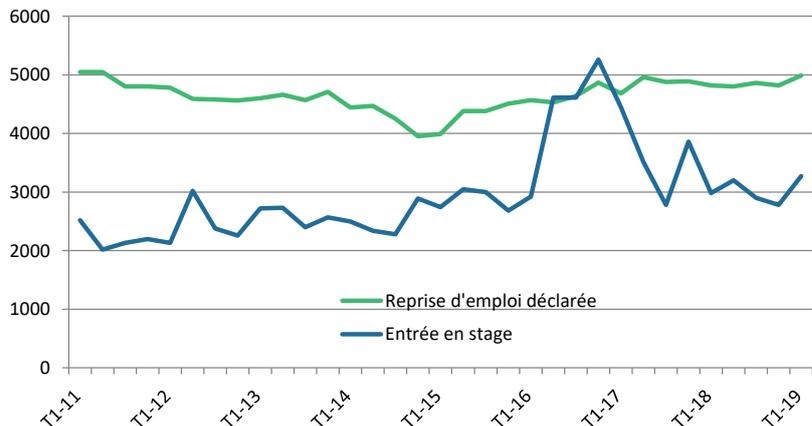
Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données CVS-CJO, moyenne sur les trois derniers mois

Entrées à Pôle emploi suite à un licenciement



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données CVS-CJO, moyenne sur les trois derniers mois

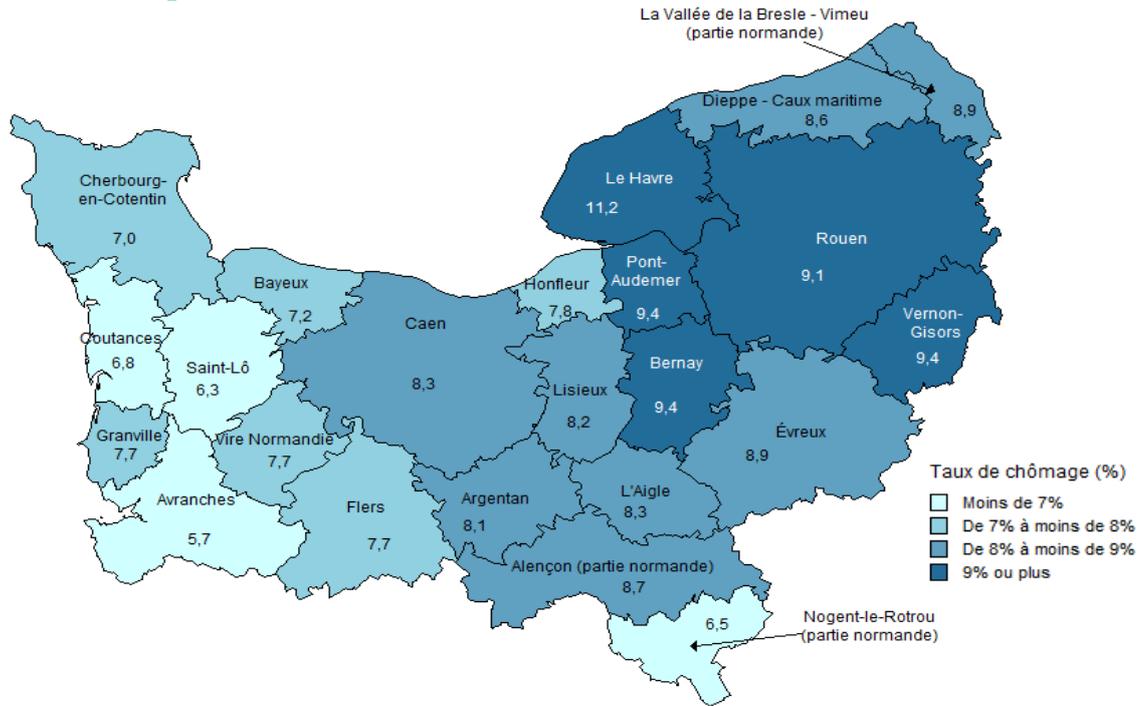
Sorties de Pôle emploi



Source : Pôle emploi-Dares, STMT
Données CVS-CJO, moyenne sur les trois derniers mois

Taux de chômage

Par zone d'emploi au 4^e trimestre 2018



Source : Insee

	T4 2017	T3 2018	T4 2018	Évolution (en points)	
				Sur un trimestre	Sur un an
Calvados	8,3	8,5	8,1	- 0,4	- 0,2
Eure	9,1	9,2	8,8	- 0,4	- 0,3
Manche	6,9	6,9	6,6	- 0,3	- 0,3
Orne	8,2	8,4	8,1	- 0,3	- 0,1
Seine-Maritime	10,1	10,1	9,8	- 0,3	- 0,3
Normandie	8,9	9,0	8,7	- 0,3	- 0,2
France métro.	8,6	8,8	8,5	- 0,3	- 0,1

Source : Insee

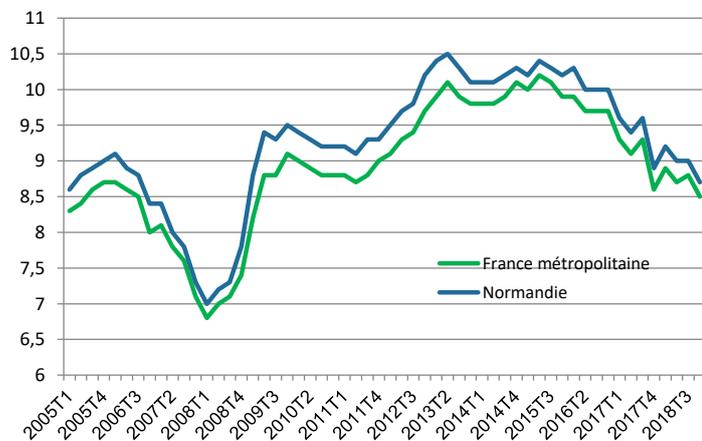
Définition

- **Le taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active. En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence.
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours,
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler. Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dits "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Evolution du taux de chômage



Source : Insee

Définition

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes différent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler (de 15 à 64 ans) en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Emploi salarié

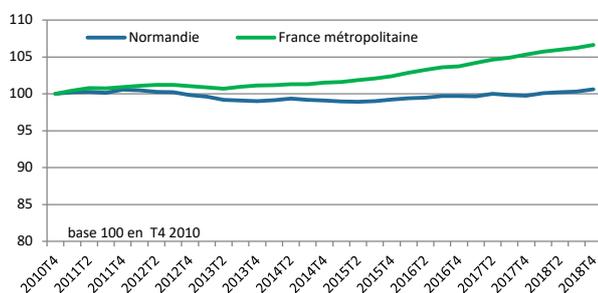
4e trimestre 2018

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	31 820	36 995	33 175	19 578	74 760	196 328	3 105 403
évolution du trimestre	-0,2%	+0,2%	+1,3%	+0,1%	+0,2%	+0,3%	+0,2%
évolution sur un an	+0,2%	-0,4%	+2,8%	-0,9%	+0,1%	+0,4%	+0,3%
Construction	13 898	10 103	12 081	5 368	28 910	70 360	1 348 392
évolution du trimestre	+0,7%	+0,7%	+0,3%	+0,2%	+0,2%	+0,4%	+0,5%
évolution sur un an	+0,6%	+1,6%	-0,6%	-1,1%	+1,3%	+0,7%	+1,9%
Tertiaire marchand (1)	120 280	68 672	63 555	31 148	205 407	489 063	12 218 068
évolution du trimestre	+0,4%	+0,2%	+0,7%	-0,4%	+0,2%	+0,3%	+0,3%
évolution sur un an	+0,9%	+0,5%	+1,9%	-0,2%	+0,3%	+0,6%	+0,9%
Emploi salarié privé (2)	169 898	117 719	113 279	58 414	312 279	771 589	16 969 665
évolution du trimestre	+0,3%	+0,3%	+0,8%	-0,1%	+0,2%	+0,3%	+0,3%
évolution sur un an	+0,7%	+0,3%	+1,9%	-0,5%	+0,4%	+0,6%	+0,9%
Tertiaire non marchand	86 328	57 239	56 139	32 523	154 951	387 180	7 778 955
évolution du trimestre	+0,1%	+0,2%	-0,2%	-0,3%	+0,3%	+0,1%	+0,1%
évolution sur un an	-0,1%	-0,3%	-0,5%	-1,0%	-0,5%	-0,4%	-0,0%
Emploi salarié total	256 225	174 959	169 417	90 938	467 230	1 158 769	24 748 620
évolution du trimestre	+0,3%	+0,2%	+0,5%	-0,2%	+0,2%	+0,2%	+0,2%
évolution sur un an	+0,5%	+0,1%	+1,1%	-0,7%	+0,1%	+0,3%	+0,6%

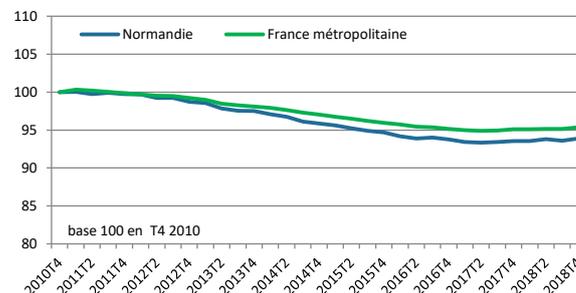
(1) : yc intérim (2) : yc secteur agricole

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

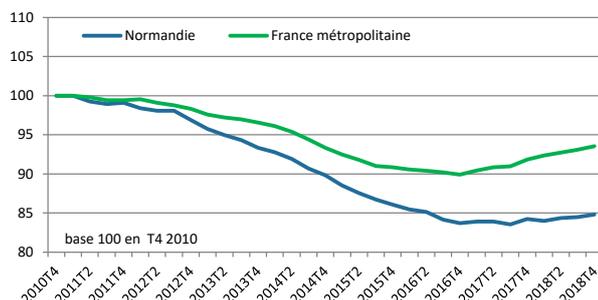
Tertiaire marchand (hors intérim)



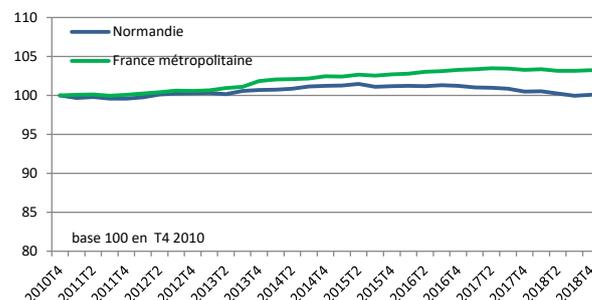
Industrie



Construction



Tertiaire non marchand



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Définition

Depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acooss (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

Les séries sont corrigées des variations saisonnières et les coefficients de correction de variations saisonnières sont révisés chaque trimestre. D'un trimestre à l'autre, les chiffres des trimestres précédents peuvent être révisés.

Avertissement

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Les données portent sur l'ensemble de l'économie y compris les nouvelles données portant sur l'agriculture et l'emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale), sur la France métropolitaine.

Intérim en équivalent-emplois à temps plein

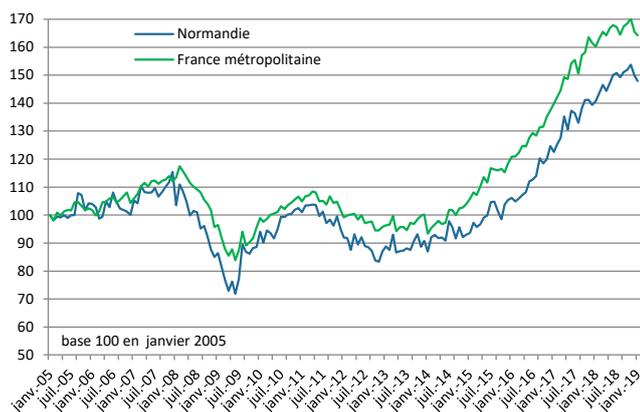
janvier 2019

Données Corrigées des Variations Saisonnières	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE	FRANCE MÉTRO.
Industrie	3 451	4 565	3 235	2 493	8 396	22 140	295 162
évolution sur un mois	+3,9%	+0,4%	-0,9%	+3,8%	+1,9%	+1,7%	-0,6%
évolution sur un an	-3,5%	-2,2%	+10,7%	-1,1%	-3,6%	-1,1%	-3,1%
Construction	1 668	743	1 403	444	3 755	8 013	149 434
évolution sur un mois	+4,2%	+6,3%	-1,7%	+3,0%	+0,2%	+1,4%	-0,5%
évolution sur un an	+15,9%	+20,0%	+1,5%	+44,4%	+9,1%	+11,5%	+7,2%
Tertiaire	3 115	2 879	1 387	586	4 810	12 776	319 266
évolution sur un mois	-1,9%	-0,3%	-4,6%	+1,4%	-1,1%	-1,4%	-0,9%
évolution sur un an	+1,2%	+16,3%	+14,8%	+4,0%	-0,4%	+5,1%	+2,5%
Ensemble des secteurs	8 342	8 213	6 080	3 529	17 011	43 174	767 410
évolution sur un mois	+1,8%	+0,6%	-2,2%	+3,3%	+0,6%	+0,6%	-0,7%
évolution sur un an	+1,7%	+5,3%	+8,9%	+4,0%	-0,1%	+2,8%	+1,1%

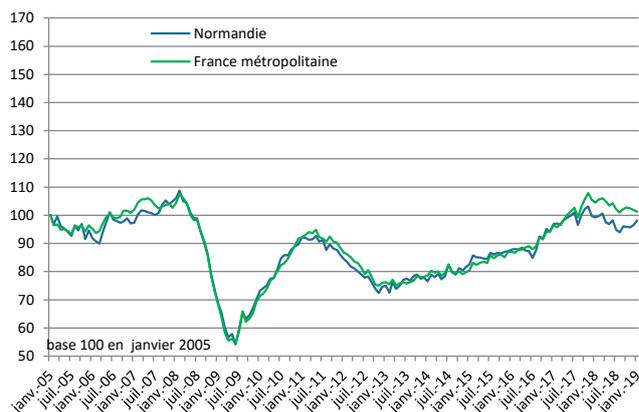
Les statistiques sont établies au lieu de l'établissement utilisateur

Source : Dares, traitements Direccte Normandie

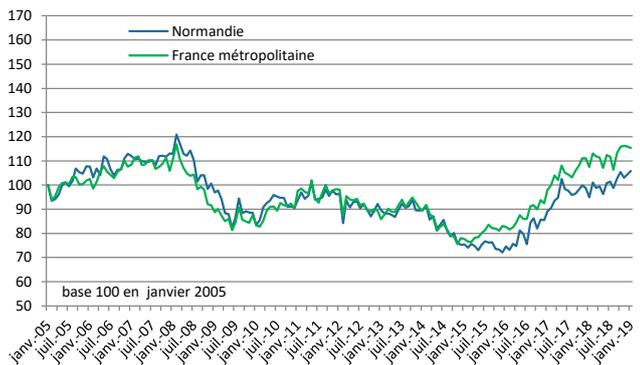
Tertiaire



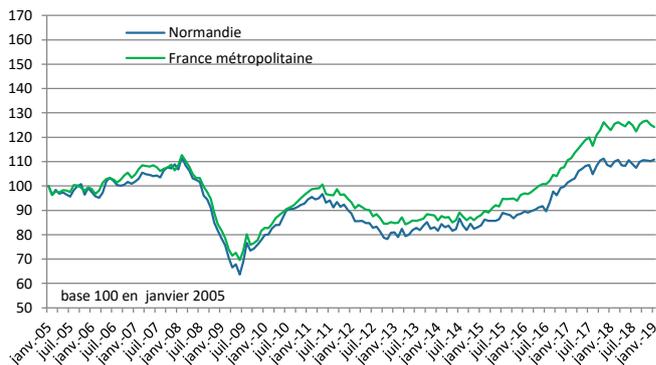
Industrie



Construction



Tous secteurs



Source : Dares, traitements Direccte Normandie

Source

Depuis mi-2016, la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission – RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est progressivement substituée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). Le taux de substitution se situe, depuis début 2017, à près de 95 %. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. **Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires.** Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail.

Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs des intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Définition

Equivalent-emplois à temps plein (ETP) :

Rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. A l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée de stock en fin de mois.

Politiques d'aide à l'emploi

Le PEC : Parcours Emploi Compétences

Au 29 avril 2019, 1 083 entrées en Parcours Emploi Compétences en Normandie

Parcours Emploi Compétences Demandes d'aides initiales et renouvellements	Objectif physique indicatif 2019 (hors éducation nationale)	Flux de prescriptions depuis le 01/01/2019	Taux de prescriptions (en %)
Au 29 avril 2019			
Calvados	628	188	29,9
Eure	737	206	28,0
Manche	398	134	33,7
Orne	306	80	26,1
Seine-Maritime	1 705	475	27,9
Normandie	3 774	1 083	28,7
France métropolitaine	73 500	18 231	24,8

Source : Système d'Information Décisionnel (SID) - DGEFP
Données hors éducation nationale

Définition

Parcours emploi-compétences

Les contrats unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi deviennent le support des parcours emploi compétences.

La mise en œuvre des parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Caractéristiques des bénéficiaires des PEC

Parcours Emploi Compétences Demandes d'aides initiales et renouvellements	Travailleurs handicapés (%)	Demandeurs d'emploi de longue durée (%)	Bénéficiaires du RSA (%)	Quartiers politique de la ville * (%)
Au 31 mars 2019				
Calvados	22,6	62,8	11,7	6,7
Eure	16,5	60,8	6,1	11,8
Manche	17,9	55,9	24,0	7,1
Orne	16,4	67,2	13,1	6,6
Seine-Maritime	16,5	68,5	26,1	17,1
Normandie	17,9	64,3	19,1	12,2
France métropolitaine	17,9	65,8	16,4	13,1

Source : DGEFP système d'information décisionnel - extranet POP

* l'objectif régional est de 12% et national de 15%

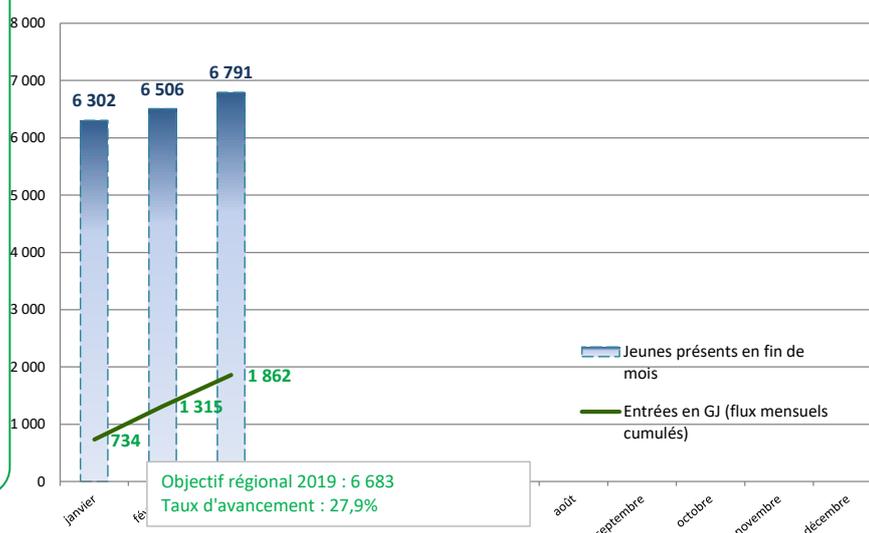
La Garantie Jeunes (GJ)

Définition

La Garantie Jeunes

La Garantie jeunes est un droit ouvert qui s'adresse aux jeunes de 16 à moins de 26 ans, en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET). Pour favoriser leur insertion dans l'emploi, ils sont accompagnés de manière intensive et collective et bénéficient de mises en situation professionnelle. Cet accompagnement est assorti d'une aide financière pour faciliter leurs démarches d'accès à l'emploi.

Stock en fin de mois et entrées cumulées depuis le début de l'année



Politiques d'aide à l'emploi : la formation en alternance

Campagne 2018 - 2019

Contrats d'apprentissage enregistrés en Normandie
selon le secteur de l'employeur

	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	NORMANDIE
2018 - 2019*						
Secteur privé	3 136	2 842	2 931	1 537	5 641	16 087
Secteur public	136	68	65	33	291	593
Ensemble	3 272	2 910	2 996	1 570	5 932	16 680
Campagne 2017 - 2018						
Secteur privé	3 192	2 785	2 779	1 475	5 549	15 780
Secteur public	133	70	61	33	278	575
Ensemble	3 325	2 855	2 840	1 508	5 827	16 355

Sources : Dares, chambres consulaires, unités départementales de la Direccte - traitements : Direccte ESE
Campagne : juin à mai / * Campagne 2018-2019 : Données de juin 2018 à mars 2019

Définitions

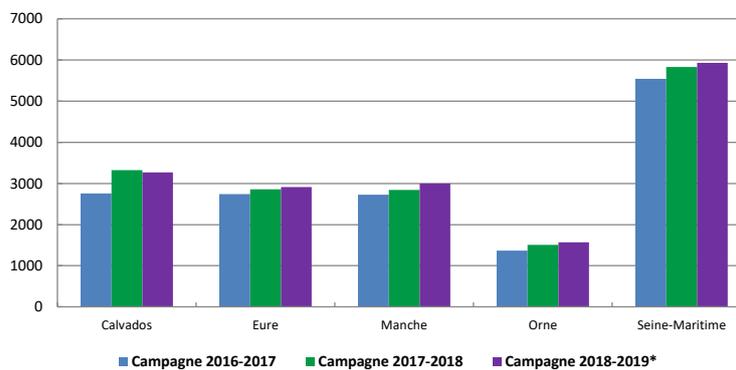
Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail conclu entre un employeur et un salarié. Son objectif est de permettre à un jeune de suivre une formation générale, théorique et pratique, en vue d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre professionnel. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

Campagne

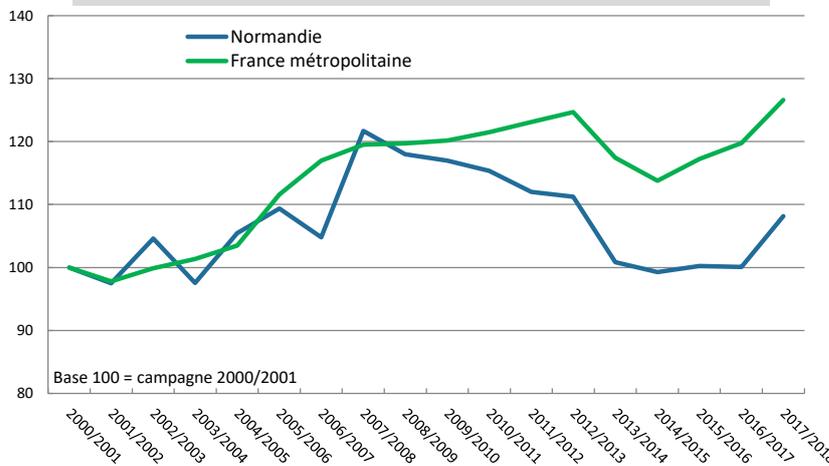
Les contrats d'apprentissage sont comptabilisés sur une « campagne » qui commence en juin et se termine en mai de l'année suivante.

Contrats d'apprentissage enregistrés



Sources : Dares, chambres consulaires, unités départementales de la Direccte - traitements : Direccte ESE
* Campagne 2018-2019 : Données de juin 2018 à mars 2019

Evolution du nombre d'entrées en contrats d'apprentissage par campagne



Sources : Dares, chambres consulaires, unités départementales de la Direccte - traitements : Direccte ESE

Mutations économiques

Activité partielle

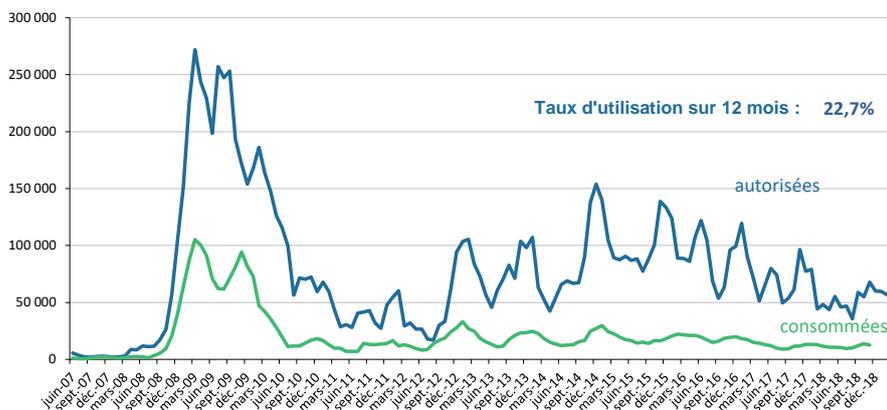
	Nombre de journées autorisées		
	mars 2019	Cumul de avril 2018 à mars 2019	Variation Cumul/ 12 mois précédents (%)
Calvados	9 810	114 708	+ 11%
Eure	12 038	121 934	+ 5%
Manche	13 279	79 240	- 20%
Orne	135	29 853	- 1%
Seine-Maritime	33 330	299 863	- 28%
Normandie	68 592	645 599	- 16%
France Métro	511 003	6 358 758	- 25%

Source: Direccte , Unités Départementales

Définition

Le dispositif de l'activité partielle (ou chômage partiel) permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou suspendre leur activité tout en assurant aux salariés une indemnisation pour compenser leur perte de salaire. L'indemnisation, assurée par l'employeur, est partiellement prise en charge par l'État et l'Unédic.

Normandie : nombre de journées



Source : Direccte ESE

Avertissement

En raison de la suppression de l'obligation d'autorisation de mars 2012 à novembre 2012, les données ne sont pas exhaustives sur cette période.

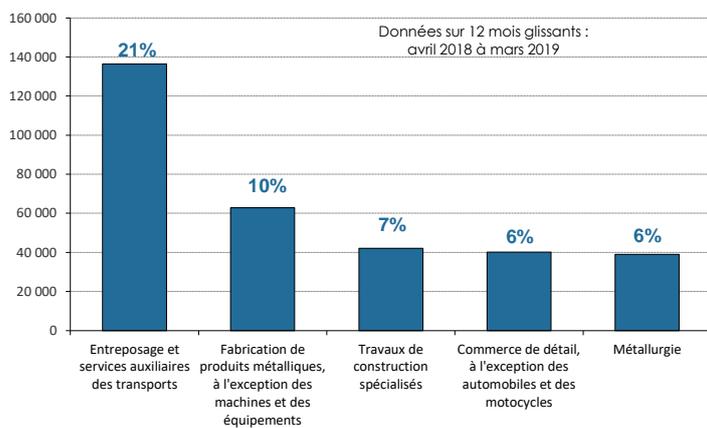
Taux d'utilisation

Il est calculé comme le rapport entre le nombre de journées réellement consommées par l'établissement et le nombre de journées autorisées par l'unité départementale de la Direccte.

NB : pour les journées consommées un recul de 3 mois est nécessaire afin de disposer de données consolidées.

Les 5 secteurs ayant demandé le plus d'activité partielle

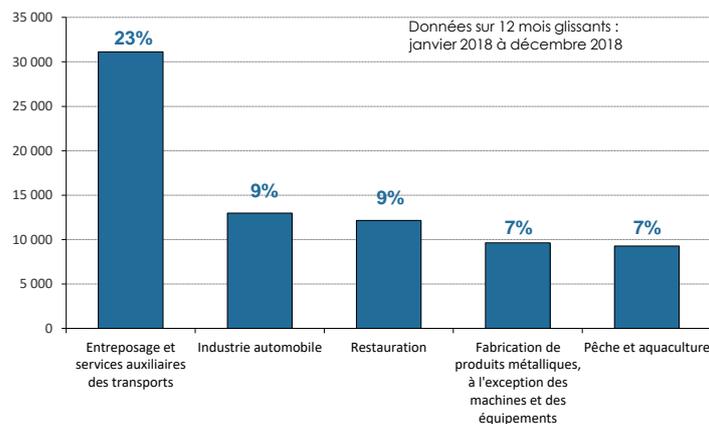
(journées autorisées)



Source: Direccte , Unités Départementales

Les 5 secteurs ayant consommé le plus d'activité partielle

(journées consommées)



Source: Direccte , Unités Départementales

Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

2018 / 2019	CALVADOS		EURE		MANCHE		ORNE		SEINE-MARITIME		NORMANDIE	
	Données au											
	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019						
Nombre de PSE	0	2	7	0	0	0	0	0	1	1	8	3
Nombre d'emplois supprimés envisagés	0	61	231	0	0	0	0	0	71	11	302	72

Source : Direccte Unités Départementales

Définition

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement pour motif économique d'au moins 10 salariés sur 30 jours doit élaborer un Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Le PSE regroupe un ensemble de mesures destinées à limiter le nombre de licenciements, notamment par des mesures de reclassement et il est obligatoirement communiqué à la Direccte.

Le nombre d'emplois supprimés envisagés est celui connu au début de la procédure lors de sa déclaration à la Direccte



Retrouvez l'ensemble des publications du Service Études, Statistiques et Évaluation et l'actualité de la Direccte de Normandie en vous rendant sur <http://normandie.direccte.gouv.fr/>
 NORMANDIE STAT'S. Directeur de la publication Gaëtan RUDANT. Rédaction : SESE Direccte de Normandie
 Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie
 Tél : 02 32 76 16 20 / Fax : 02 32 76 16 79 - 14 Avenue Aristide Briand 76108 ROUEN CEDEX 1
 Titre clé : Normandie stat's = ISSN 2556-5745

